



OUBLIÉES DE LA CRISE COVID-19, LES MÈRES SOLOS SE DÉBROUILLENT

Fatma KARALI

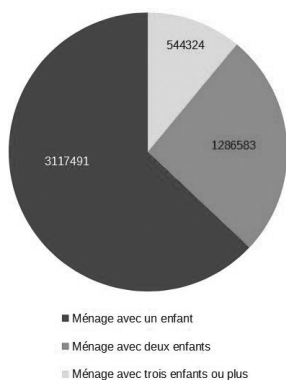
Initiatrice du Collectif des Mères Veilleuses (CDMV)

Cette analyse revient sur le sondage réalisé par l'asbl «Mères veilleuses» portant sur la réalité des mères monoparentales durant la période de confinement. Elle permet de mettre en lumière les problèmes spécifiques auxquels ont été confrontées ces familles et interroge l'absence de réponses officielles ou institutionnelles à ces derniers de la part de l'État belge.

QUELQUES CHIFFRES RELATIFS À LA MONOPARENTALITÉ

En 2019, la Belgique compte 4 948 398¹ de ménages dont le quart est monoparental, c'est à dire plus d'un million de familles. À Bruxelles, la concentration des foyers monoparentaux est plus forte puisque il s'agit d'un ménage sur trois. Cela représente donc environ un million de ménages pour l'ensemble de la Belgique. Parmi ceux-ci, 63 % ont un enfant, 26 % en ont deux et 11 % en ont trois ou plus². Quatre vingts pourcent de ces familles sont gérés par des femmes à temps majoritaire ou en garde exclusive³, soit environ 989 680 ménages dans le Royaume.

Nombre d'enfant par ménage monoparental (Belgique)



Graphique 1

LA CRISE DE L'ÉPIDÉMIE COVID ET LES MESURES SANITAIRES PRISES PAR LE GOUVERNEMENT BELGE

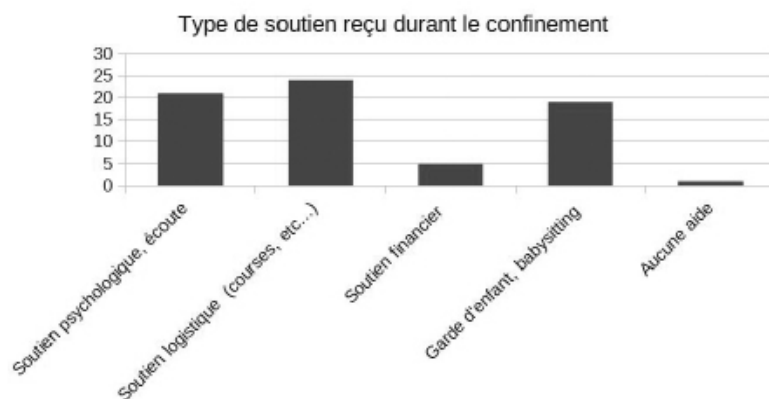
Le 13 mars 2020, le Conseil national de sécurité belge annonce un confinement de la population pour éviter une propagation de l'épidémie COVID-19, apparue quelques mois auparavant dans le sud-est de la Chine. Il est demandé aux entreprises du Royaume d'organiser le télétravail dans la mesure du possible. Seuls les commerces de nourriture sont autorisés à rester ouverts. Dans la panique, la population afflue dans les supermarchés et petit à petit des règles de distanciation sont imposées aux citoyen-ne-s. Ces familles monoparentales, bien que représentant 1/10 de la population globale, sont totalement absentes du programme des mesures de soutien prises par le gouvernement pendant cette crise sanitaire.

LES BESOINS DES MÈRES MONOPARENTALES EN PÉRIODE DE CRISE ET LE COLLECTIF «DES MÈRES VEILLEUSES»

«Des Mères Veilleuses» est un collectif solidaire réunissant exclusivement des mères monoparentales. Les membres du Collectif échangent principalement via les réseaux sociaux, se rencontrent

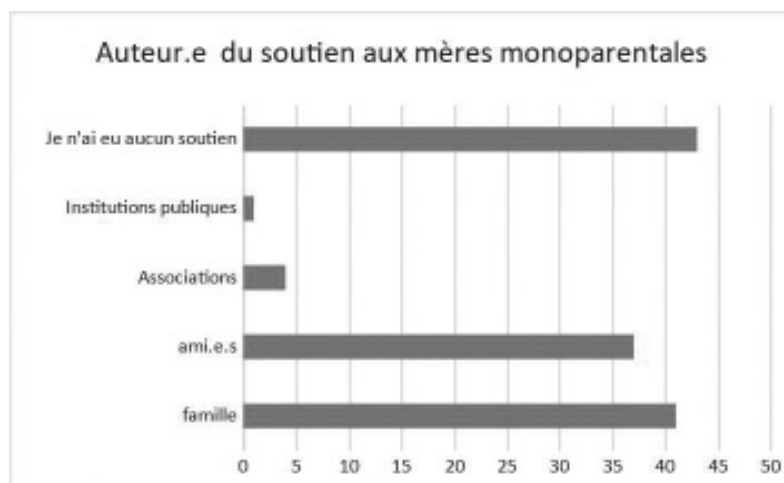
pour des services, ou se transmettent des ressources. Durant le confinement, de nombreuses mères se sont plaintes d'être principalement représentées de manière misérabiliste dans la presse et ont réclamé que leurs revendications soient politiques. C'est à la suite de cette discussion que le Collectif a lancé un sondage auprès d'une centaine de mères monoparentales afin de les interroger sur leurs réels besoins en période de confinement et la manière dont elles y ont répondu devant l'inertie des autorités gouvernementales.

Les résultats de ce sondage ont permis la mise en lumière des dispositifs de «débrouille» que ces familles ont dû mettre en place et qui dans plus de 50 % des cas ne permettaient pas de respecter scrupuleusement les règles de confinement imposées par le Conseil national de sécurité COVID-19. Parmi les mères qui ont répondu à la question du type de soutien reçu, à savoir cinquante-huit d'entre elles, la moitié affirme avoir reçu de l'aide pour du babysitting afin d'assurer la continuité de leur travail rémunéré ou avoir quelques heures de répit et/ou du soutien logistique pour les courses et ou encore du soutien psychologique (écoute, conseils, etc.). Seulement 5 d'entre elles disent avoir reçu un soutien financier.



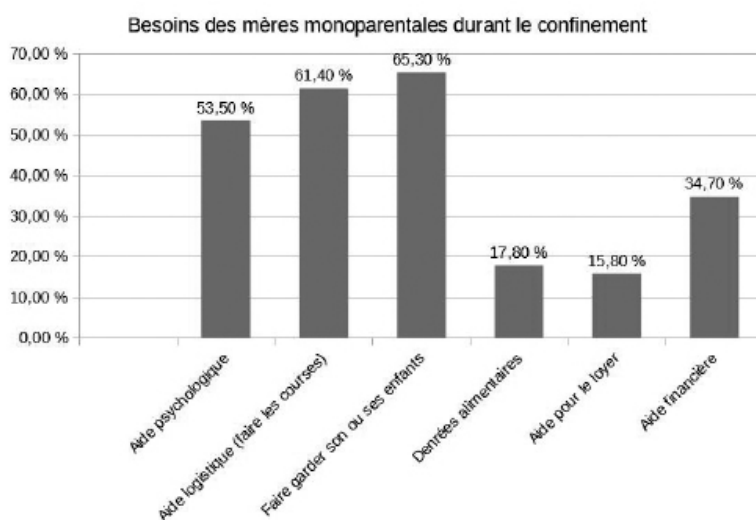
Graphique 2: réalisé grâce au sondage lancé par le CDMV⁴ durant le confinement, mai 2020

Les aides sont principalement apportées par les familles et les amies. Quelques-unes ont pu compter sur des associations également et malheureusement un peu moins de la moitié n'a reçu aucun soutien.



Graphique 3: réalisé grâce au sondage lancé par le CDMV durant le confinement, mai 2020

À la question « Quels étaient ou sont vos besoins durant le confinement ? », environ 60 % des mamans ont exprimé la nécessité d'un soutien logistique (faire les courses, etc.) et de babysitting tandis qu'environ 50 % avait besoin d'une aide psychologique.



Graphique 4: réalisé grâce au sondage lancé par le CDMV durant le confinement, mai 2020

Seulement la moitié des mères ont pu compter sur leurs proches pour faire garder leur-s enfants et 10 % ont reçu de l'aide financière alors qu'une grande majorité en avait besoin.

Les mères monoparentales se considèrent en confinement toute l'année et elles ont eu le sentiment d'être davantage isolées en cette période de crise. Environ 99 % affirment que les institutions publiques n'ont rien fait pour répondre à leurs besoins durant le confinement. Effectivement, aucune des mesures de soutien prises par le gouvernement fédéral durant le confinement ne concernait spécifiquement la réalité des familles monoparentales. Ainsi, par exemple, la facture d'énergie a été réduite pour tous les ménages sans distinction. Quant au congé parental corona⁵ à l'attention des familles ayant des enfants de moins de 12 ans, il prévoit une réduction du temps de travail durant le mois de mai et de juin 2020 en contrepartie d'une allocation qui s'élèverait à 224 euros pour 1/5 temps et à 724 euros pour un mi-temps dans le secteur privé et public. Ce congé est réservé aux personnes travaillant à temps plein depuis minimum un an. Une allocation qui est inaccessible pour les mères au chômage ou avec des enfants en situation de handicap et les familles précaires. Ce congé parental est idéal pour les familles à deux sources de revenus et qui ont le luxe de perdre quelques centaines d'euros sur leur salaire pendant deux mois.

Durant la crise, la moitié des femmes interrogées ont pu faire du télétravail avec des conditions souples au niveau des horaires et de la quantité de travail, tandis que 20 % ont dû respecter des conditions strictes de télétravail et 20 % n'ont pas pu en bénéficier parce que travaillant dans les secteurs des soins de santé, du nettoyage, du gardiennage d'enfant ou de l'alimentation.

LES MÈRES MONOPARENTALES DAVANTAGE EXPOSÉES AUX VIOLENCES DURANT LA CRISE

Durant la crise, les violences à l'égard des femmes se sont multipliées. Il est évident que celles qui ont quitté leur ex-compagnon durant cette période étaient accompagnées pour la plupart de leur-s enfant-s. Ces femmes viennent donc tristement se rajouter aux statistiques des familles monoparentales. La Commission

Communautaire francophone et la Fédération Wallonie Bruxelles ont rapidement réagi face à ces recrudescences de violences en augmentant notamment le nombre des places d'accueil d'hébergement d'urgence et en réalisant une campagne de sensibilisation pour rappeler le numéro vert « Écoute violences conjugales ».

Le 3 avril 2020, s'est tenue une conférence interministérielle consacrée aux droits des femmes et présidée par la Secrétaire d'État à l'Égalité des Chances de la Région Bruxelloise, Madame Nawal Ben Hamou, avec pour objectif la mise en place d'un dispositif de coordination pour mieux lutter contre les violences faites aux femmes durant la crise COVID.

Malgré toutes ces initiatives, de nombreuses mères se sont tournées vers le « Collectif Des Mères Veilleuses » ne trouvant pas de soutien adéquat face aux violences subies : commissariat non accessible, mauvaises informations pour le dépôt des plaintes, le numéro d'Écoute violences conjugales non joignable durant les pics de violences entre partenaires, manque de place dans les hébergements d'urgence, lenteur de la justice pour déterminer le lieu de résidence et les gardes d'enfant etc. Il a fallu donc compter sur la solidarité des unes et des autres pour pallier ces manques.

LES REVENDICATIONS DES ASSOCIATIONS DE FEMMES ADRESSÉES AUX DIFFÉRENTS GOUVERNEMENTS

À la veille de la conférence interministérielle du 17 avril 2020, la Plateforme des créances alimentaires a obtenu l'inscription des revendications concernant les familles monoparentales à l'ordre du jour de la réunion, notamment la demande de suppression du plafond du SECAL et la suspension temporaire du remboursement des dettes contractées pendant la vie commune. Revendications qui étaient également reprises dans une lettre adressée à la Première Ministre Sophie Wilmès en date du 16 avril 2020⁶. Malheureusement, une fois de plus l'objet de cette réunion concernait uniquement le renforcement des mesures de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants exposés à ces violences sans tenir compte des nombreuses autres demandes adressées par les associations de femmes, dont

le Collectif Des Mères Veilleuses, aux différent-e-s ministres présent-e-s.

LA GARDE DES ENFANTS ET LES PENSIONS ALIMENTAIRES, DES INSTRUMENTS DE VIOLENCE À L'ÉGARD DES MÈRES.

Lors des nombreux échanges en aparté entre mères monoparentales sur les réseaux sociaux, le constat des pères absents, violents, qui refusent de présenter les enfants aux mères ou qui ne paient plus la pension alimentaire durant le confinement est criant. Lors du sondage, 44 % des mères interrogées ont déclaré avoir rencontré un problème de garde avec le père alors qu'elles ne sont que 9 % environ à avoir fait appel à la justice. Quelques-unes, privées du droit de garde de leur-s enfant-s, sont allées jusqu'au bout de la procédure en justice pour une somme avoisinant les 1000 euros. Les décisions ont, quant à elle, été rendues en moyenne dans les 2 à 3 semaines parfois plus. Deux récits de mères solos ont été relayés dans la presse à ce sujet⁷, et ont révélé l'intransigeance des juges quant aux décisions de justice non respectées. Cependant, *a contrario*, certains pères en ont profité pour ne pas respecter leurs droits de visite et la justice n'y a pas réagi considérant qu'un droit de visite ne représente pas une obligation. En outre, un cas a été rapporté par une mère du Collectif, qui s'est vu imposer par le juge de présenter son enfant pour un premier droit de visite au père dans un pays limitrophe. Le juge n'a pas considéré les mesures sanitaires comme l'interdiction de traverser les frontières. D'autres mères ont été privées de voir leur enfant dans les espaces rencontres en raison de l'absentéisme des assistant-e-s sociales-ux et/ou psychologues ou n'ont pas pu dormir avec leur nourrisson dans les unités mère-enfant durant le confinement. Le virus est devenu un prétexte pour prendre les enfants en otages tant par les pères, la justice que par les hôpitaux, faisant fi de leur bien-être et de celui de leur mère.

SEULES MESURES CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LES FAMILLES MONOPARENTALES DURANT LE CONFINEMENT : LES PENSIONS ALIMENTAIRES

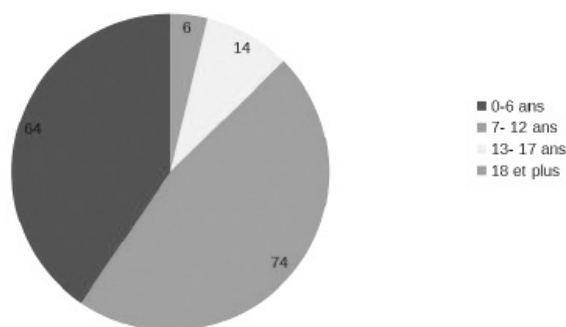
En date du 2 avril 2020, le SECAL annonce la prolongation automatique des avances sur pensions alimentaires durant 6 mois. En mai 2020, la commis-

sion des Finances approuve l'amendement du Parti socialiste à un projet de loi qui supprime le plafond de revenus pour l'accès au service du SECAL. Une bonne nouvelle donc pour l'ensemble des mères monoparentales dont la précarité est d'autant plus importante sans ces contributions alimentaires⁸. Ce sont les deux seules mesures prises concernant spécifiquement les familles monoparentales durant le confinement. Et les mauvais payeurs, qu'en est-il ? Pourquoi des sanctions ne leur sont-elles pas infligées durant cette période, sachant que 40 % des mères monoparentales cheffes de famille, assument entièrement seules la charge financière des enfants. Durant la période de la crise COVID, de nombreuses mamans se sont plaintes que le père de leur enfant en a profité pour réduire le montant de la pension alimentaire ou s'en exempter. La prolongation des avances des pensions alimentaires concerne uniquement les mères qui y ont actuellement accès. Pour les autres, il faudra attendre que l'amendement relatif à la suppression du plafond de revenu puisse être validé pour que l'ensemble des mères monoparentales ne soient plus exposées au chantage ou refus du paiement de la pension alimentaire. Le non-paiement de la pension alimentaire est clairement un instrument de violence économique à l'égard des femmes : les pères profitent d'une justice non contraignante pour ne pas assumer leurs responsabilités.

ELLES SONT MÈRES, EN TÉLÉTRAVAIL, INSTITS ET MAJORITAIREMENT PRÉCAIRES !

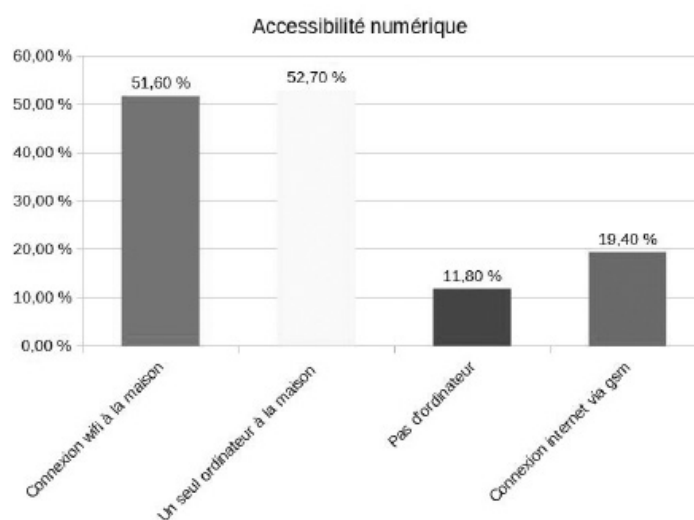
Les charges mentales, domestiques, parentales, émotionnelles reposent principalement sur les épaules des femmes hors période confinement, elles se sont incontestablement amplifiées durant la crise par la multiplication des tâches qui leur a été imposée. Elles sont à la fois mères, institutrices, psychologues, cuisinières et doivent assurer le télétravail si elles ont « la chance » d'y avoir accès. Il est important de préciser que la grande majorité de ces femmes interrogées, environ 90 %, a un seul ou deux enfants, et que 86 % des enfants issus de ces familles monoparentales ont moins de 12 ans. Ce qui signifie qu'ils ne sont donc pas totalement autonomes et que les mères sont davantage sollicitées. De plus, durant la crise les enfants ne pouvaient pas accompagner leur mère dans les supermarchés.

Tranche d'âge des enfants parmi les familles interrogées



Graphique 5 : réalisé grâce au sondage lancé par le CDMV en mai 2020

Plus de 70 % des femmes interrogées travaillent à temps plein ou à temps partiel : concilier la vie privée et la vie professionnelle durant une épidémie entraîne indéniablement des situations de *burn-out*. Les conditions de travail optimal ne peuvent pas non plus être assurées si les enfants n'ont pas la possibilité de se « connecter » numériquement à leur école. Le sondage révèle, en effet, une fracture numérique pour ces familles, puisque près de la moitié d'entre elles ont un seul ordinateur ou non dans leur foyer et n'ont pas accès au wifi.



Graphique 6 : réalisé grâce au sondage lancé par le CDMV en mai 2020

Comment assurer tous ces rôles sans soutien structurel ni mesures gouvernementales exceptionnelles ? Comment les autorités ont-elles pu faire abstraction de ces situations intenablement physiquement, financièrement et psychologiquement pour les mères monoparentales durant cette crise ? Des questions restées sans réponses jusqu'à ce jour.

CONCLUSION

Alors qu'elles représentent une famille sur quatre en Belgique et une famille sur trois à Bruxelles, les familles monoparentales ont définitivement été oubliées par les autorités belges durant cette crise comme toutes les autres personnes vulnérables. Les stéréotypes qui entourent les mères solos, ont probablement permis de les considérer comme capables de surmonter mieux que quiconque cette crise, telles des supers héroïnes des temps modernes qui jonglent entre garderie, école, travail, tâches domestiques sans avoir le droit de se plaindre. Pourtant, cette intense mise à l'épreuve des mères nuit considérablement à leur santé mentale ainsi qu'à celle de leur-s enfant-s. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir exprimé leurs besoins au travers

des associations de femmes auprès des différents niveaux de pouvoirs. La monoparentalité n'est, semble-t-il, pas la priorité du gouvernement fédéral surtout quand nous constatons qu'il a fallu 20 ans pour que le SECAL soit enfin accessible à toutes les mères sans considération du revenu. Bien que la Région bruxelloise, grâce au soutien de la Secrétaire d'État à l'Égalité des Chances, a pour priorité la monoparentalité dans les limites de ses compétences (logement, égalité des chances, sports), les réels changements pour ces familles doivent être effectués au niveau fédéral, par notamment une réforme de la justice.

Cette analyse a permis de faire ressortir leurs conditions de vie précaires et surtout l'absence d'un réel soutien des institutions publiques durant la crise sanitaire. Les mères monoparentales sont en confinement toute l'année et la crise les a davantage isolées. Elles souhaitent pourtant que leur combat et leurs revendications soient politiques, et qu'ils puissent être entendus par les autorités. Elles refusent ces images misérabilistes que les médias ou les autres personnes peuvent avoir d'elles car elles se revendiquent comme responsables et actrices de leur vie. L'accès aux formations, au travail, au logement, aux garderies, à la justice, aux loisirs, à la culture doit leur être facilité afin qu'elles puissent s'épanouir et faire grandir leur·s enfants, les adultes de demain, dans de meilleures conditions de vie. ■

- 1 <https://statbel.fgov.be/fr/>
- 2 Les familles monoparentales et les allocations familiales, FAMIFED, pg11 (chiffre de 2017).
- 3 «FAMILLE MONOPARENTALE: ATTENTION PAUVRETÉ», Analyse du Réseau Financité, décembre 2019.
- 4 Collectif Des Mères Veilleuses.
- 5 L'arrêté royal publié au Moniteur belge le 14 mai 2020.
- 6 <https://www.axellemag.be/lettre-ouverte-associations-sophie-wilmes/?fbclid=IwAR3DwlwQK94b-13ltUusku-vQtxNVDgnRIBtba7pTh8mROnLRPITpElqMLg>
- 7 <https://www.nordeclair.be/543187/article/2020-04-06/privée-de-ses-enfants-parce-que-son-ex-peur-du-coronavirus>
- 8 «Lorsque les familles monoparentales touchent une pension alimentaire, le taux de pauvreté s'élève à 22,8%. Sans cette pension, il grimpe à 42,6%.» (Étude de la KUL réalisée en 2009 et reprise en page 29 du rapport de recherche «Pour une réponse structurelle à la précarisation des familles monoparentales en Belgique, rapport de recherche» publié en 2014 par la Fondation Roi Baudouin).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Articles de presse:

«Lettre ouverte d'associations de femmes à la Première ministre, Sophie Wilmès: l'urgence est absolue pour les droits des femmes!» in *Axelle Magazine*, n°228, Avril 2020: www.axellemag.be/lettre-ouverte-associations-sophie-wilmes/?fbclid=IwAR3DwlwQK94b-13ltUusku-vQtxNVDgnRIBtba7pTh8mROnLRPITpElqMLg

«Privée de ses enfants parce que son ex a peur du coronavirus» in *Nord Eclair*, 6 avril 2020: <https://www.nordeclair.be/543187/article/2020-04-06/privée-de-ses-enfants-parce-que-son-ex-peur-du-coronavirus>

Études en ligne:

«Les familles monoparentales et les allocations familiales», FAMIFED, pg11.

«FAMILLE MONOPARENTALE: ATTENTION PAUVRETÉ», Analyse du Réseau Financité, décembre 2019.

«Pour une réponse structurelle à la précarisation des familles monoparentales en Belgique, rapport de recherche» publié en 2014 par la Fondation Roi Baudouin.

Texte de loi:

L'arrêté royal publié au Moniteur belge le 14 mai 2020.